

SOUSSION A L'OPCM

Consultation publique sur l'itinérance et la cohabitation sociale à Montréal

PAR LA TABLE RONDE DU QUARTIER CHINOIS DE MONTRÉAL

PREAMBULE

La Table ronde du Quartier chinois de Montréal (TRQCM) reconnaît que le quartier chinois est situé sur un territoire non cédé appelé Tiohtià:ke par les Kanien'kéha et Mooniyang par les Anishinaabeg, et qu'il a été historiquement un lieu de rencontre pour de nombreuses nations autochtones. Nous reconnaissons notre dette historique envers les peuples autochtones et soutenons tous les efforts visant à décoloniser nos relations.

PARTIE I

Notre histoire

La création de la Table ronde du quartier chinois de Montréal (TRQCM) en 2022 est l'aboutissement d'une longue lutte pour la préservation du quartier chinois, dont la plus récente mobilisation a débuté en 2018. Ses revendications et son combat sont encore portés par la communauté et demeurent en constante évolution.

En 2019, face au développement incontrôlé et à la gentrification rapide et intensive du Quartier chinois, les Chinois Progressistes du Québec, un groupe antiraciste, ont lancé une pétition à la Ville de Montréal pour tenir une consultation publique afin d'élaborer un plan de développement officiel pour le Quartier chinois. Le Groupe de travail sur le Quartier chinois (GTQC) a été créé pour mobiliser les membres de la communauté asiatique et des experts dans divers domaines. Ces consultations ont mené à l'adoption par la Ville de Montréal du *Plan d'action 2021-2026 pour le développement du Quartier chinois*. Le *Plan d'action* propose la création d'une table multisectorielle (orientation 4) afin de consolider la collaboration et les actions concertées des résident.es, usager.es, commerçant.es et acteurs et actrices socio-communautaires du quartier, ce qui a mené à la mise sur pied de la Table ronde. La Fondation JIA a également été fondée par les membres du GTQC avec pour mandat de valoriser le patrimoine culturel du Quartier chinois.

Mission de la Table ronde du Quartier chinois de Montréal

La Table ronde du Quartier chinois de Montréal vise à améliorer la qualité de vie et l'environnement par la reconnaissance et la mise en valeur de toutes les composantes du paysage culturel et patrimonial du Quartier chinois de Montréal. Elle s'assure que les voix des individus et des acteurs communautaires, économiques, culturels et associatifs soient entendues, amplifiées et prises en considération, dans une perspective de développement du Quartier chinois à échelle humaine et inclusive.

Qui sommes-nous ?

Notre conseil d'administration est une représentation multisectorielle des divers acteurs et besoins du Quartier chinois :

	Postes	Membre du CA
	THEMES	
1	Environnement	Leslie Cheung (Kahétaien Lumb Garden)
2	Culture	Amy Ma
3	Sport et loisir	Pak Kai Wong (Chinois Progressistes du Québec)
4	Droit au logement et urbanisme	Samuel Vanzin (Comité logement de Ville Marie)
5	Jeunesse	Yuyuan (Robert) Chen (Chinatown Youth)
	Secteurs	
6	Organismes communautaires	Émilie Roberge (Spectre de Rue)
7	Citoyens	Walter Tom
8	Résidents	Vacant
9	Groupes d'intérêts	Jimmy Chan (Association de la Famille Chan)
10	Associations de familles et clans - 1er siège	Jason Lee (Association de la Famille Lee)
11	Associations de familles et clans - 2nd siège	Victor Hum (Association de la Famille Hum)
12	Économie- 1er siège	Sissi Liu Lou (Chambre de commerce chinoise)

	Postes	Membre du CA
	THEMES	
1	Environnement	Leslie Cheung (Kahétaien Lumb Garden)
2	Culture	Amy Ma
3	Sport et loisir	Pak Kai Wong (Chinois Progressistes du Québec)
4	Droit au logement et urbanisme	Samuel Vanzin (Comité logement de Ville Marie)
5	Jeunesse	Yuyuan (Robert) Chen (Chinatown Youth)
13	Économie-2nd siège	vacant
14	Service à la famille chinoise du Grand Montréal	Pauline Wong
15	Fondation JIA	Sandy Yep

Plusieurs résident.es du Quartier chinois font partie de nos membres, la majorité étant des aîné.es. Nos membres sont aussi composés des travailleur.euse.s au Quartier chinois, et plusieurs ont des parents et ami.es qui résident au Quartier chinois.

PARTIE II

Le Contexte du Quartier chinois

Le Quartier chinois, historiquement connu comme un lieu de « vices » en raison de sa proximité avec le Red Light District, les établissements de jeu, les bars et les cabarets, a toujours été un lieu de rassemblement pour les personnes marginalisées. On trouve à ses alentours un certain nombre de ressources sociales qui soutiennent les populations vulnérables (par exemple, Femmes de rue, Old Brewery Mission et Ma Chambre). Le Quartier chinois comprend également un refuge pour personnes autochtones, Projets Autochtones du Québec (PAQ), ainsi que la Commission de l'immigration et du statut de réfugié au sein du Complexe Guy-Favreau. Par conséquent, le profil de la population sans domicile dans le Quartier chinois est en grande partie composé de personnes noires, autochtones et racisées, incluant des demandeur-se-s d'asile.

Le Quartier chinois abrite également un grand nombre de maisons de chambres où la frontière entre la vie dans la rue et la vie en chambre est parfois poreuse. L'une de ces maisons a été qualifiée par la communauté de « maison du crack », l'ancien propriétaire ayant délibérément laissé le bâtiment dans un état de grave décrépidité afin de forcer les locataires à quitter leur logement, tout en évitant les procédures légales.

Un certain nombre de bars ouverts dans le Quartier chinois ont donné lieu à des plaintes pour bruit et vandalisme de la part des propriétaires. Bien que la consommation de drogues dans le Quartier chinois soit également pratiquée par les clients des bars et vendue par certains propriétaires ou locataires de condos, les effets de la consommation peuvent être imputés de manière disproportionnée aux personnes marginalisées et sans domicile pour des raisons de différence de classe et de visibilité.

Crises actuelles : pénurie du logement, opioïdes, santé mentale, pauvreté, et sous-financement des services sociaux

Le Quartier chinois se trouve à l'épicentre d'un ensemble de crises profondes et croisées, où l'insécurité du logement, les urgences de santé publique et les impacts du changement climatique exposent les échecs brutaux des systèmes censés fournir soin et stabilité. Ces crises privent de nombreuses personnes des réseaux de soutien familial ou social qui auraient pu leur offrir une certaine stabilité, aggravant ainsi leur vulnérabilité.

En mai 2022, la TRQCM a organisé la première Assemblée publique sur la sécurité et l'itinérance. L'objectif n'était pas seulement d'écouter les voix des résident.es et des propriétaires d'entreprises, mais aussi de trouver des solutions durables et à long terme. Voici quelques leçons que nos panélistes nous ont apprises :

- L'itinérance ne se résume pas à l'absence de logement ; il s'agit de l'échec des systèmes qui sont censés empêcher les personnes de se retrouver dans cette situation. Pour les peuples autochtones, l'héritage colonial et les systèmes qui le perpétuent ont détruit les liens communautaires et familiaux par le biais de politiques telles que les pensionnats, la rafle des années 60 et les interventions persistantes des agences de protection de l'enfance. Ces injustices ont créé des traumatismes intergénérationnels, brisant les réseaux qui auraient pu fournir de la stabilité en temps de crise.
- Le rejet de la famille, en particulier pour les personnes LGBTQ2S+, est un autre facteur important qui pousse les gens dans la rue. Des études montrent que le rejet dû à l'orientation sexuelle ou à l'identité de genre laisse un nombre disproportionné de personnes LGBTQ2S+, jeunes et adultes, en particulier racisées et immigrantes, sans soutien et, trop souvent, sans abri.
- De même, les personnes stigmatisées du fait de leur santé mentale ou de leur consommation de substances sont confrontées à des barrières systémiques qui rendent quasiment impossible l'accès à l'emploi, au logement, aux soins de santé et aux services sociaux dignes. Ces obstacles reflètent les défaillances enracinées des systèmes sociétaux, où la stigmatisation, le sous-financement et le manque de soins accessibles forcent les personnes à traverser seules des défis insurmontables.
- Il est essentiel de reconnaître que l'absence de logements permanents est l'aspect le plus flagrant et le plus indéniable de cette crise. Sans solution de logement stable et à long terme, aucun abri temporaire, aucune action de proximité ou aucune médiation ne

peuvent offrir un changement réellement transformateur. Les solutions qui ne répondent pas à la nécessité de logement permanent ne sont pas des solutions du tout - elles sont de la poudre aux yeux, offrant l'illusion d'une action tout en laissant les gens coincés dans un cycle sans fin de refuges, de précarité et de "pelletage en avant".

La crise dans le Quartier chinois - et partout à travers Montréal - est le résultat direct de décennies de **politiques néolibérales** qui ont donné la priorité à l'austérité et aux solutions centrées sur le marché plutôt que sur le bien-être humain. Le sous-financement systématique (et le sous-traitement) des programmes sociaux, combiné à la marchandisation du logement, a démantelé les systèmes de soutien essentiels qui assuraient autrefois les soins par la communauté. En considérant le logement comme un bien spéculatif plutôt que comme un droit humain fondamental, ces politiques ont créé une société où les plus vulnérables sont abandonnés. Il est impératif de rejeter cette approche et de réinvestir dans le logement public, les réseaux de soutien communautaires et un filet social qui donne la priorité aux personnes. **Le logement social permanent doit être le fondement de toute solution significative**, sans quoi tous les autres efforts ne sont que des tentatives de gérer la perception du public, plutôt que de résoudre réellement la crise.

Principaux mouvements dans les quartiers chinois d'Amérique du Nord : NIMBY vs. YIMBY

En Amérique du Nord, deux mouvements opposés ont façonné l'avenir des quartiers chinois : les mouvements **NIMBY** (« Not In My Backyard » ou « Pas dans ma cour ») et **YIMBY** (« Yes In My Backyard » ou « Oui dans ma cour »). Le "**Pas dans ma cour**", souvent ancré dans les craintes des propriétaires et des commerçants de perdre la valeur de leurs propriétés, se manifeste par une résistance au changement sous prétexte de préserver le caractère social et l'identité culturelle d'un quartier. Bien que ces préoccupations puissent initialement découler d'un désir de protéger le caractère unique des quartiers chinois, elles peuvent involontairement exclure des populations vulnérables et s'opposer à des solutions telles que des logements abordables.

En revanche, le "**Oui dans ma cour**" représente une approche avant-gardiste et inclusive qui défend le logement abordable, les services sociaux adaptés à la culture et le développement communautaire. Ces initiatives sont axées sur l'équité et l'appartenance, garantissant que les quartiers chinois restent accessibles et dynamiques pour tous.tes.

Le Quartier chinois de Montréal se trouve à un point critique au carrefour de ces mouvements. Pour créer une ville de vision, **nous appelons la Ville à faire preuve de courage politique** en reconnaissant que les vraies solutions exigent du leadership et donnent la priorité à l'équité. Bien que les politiques de logement abordable puissent rencontrer une résistance initiale, l'histoire a montré que les **solutions durables et inclusives** - qui prennent à la racine les enjeux d'itinérance et de déplacement de population - profitent au bout du compte à tout le monde. Lorsque les communautés cessent de s'appuyer sur des mesures punitives qui ne font que déplacer les sans-abri d'un quartier à l'autre, les propriétaires, les commerçant.e.s et les résident.e.s en viennent à apprécier les politiques qui favorisent la stabilité et le bien-être.

Pour construire une ville de vision, il faut dépasser la peur et considérer l'équité comme le fondement du progrès. Montréal a l'opportunité de montrer l'exemple, en tirant les leçons des défis rencontrés par d'autres villes et en élaborant des politiques qui garantissent que le Quartier chinois demeure un quartier dynamique, inclusif et prospère pour les générations à venir.

Le 12 juin 2024, deux demandes d'autorisation de recours collectif ont été déposées à la Cour supérieure de Montréal au nom de résident.es du quartier Milton-Parc. Ces demandes réclament des dommages contre plusieurs refuges pour personnes en situation d'itinérance (dont La Porte Ouverte, Mission Bon Accueil, Mission Old Brewery, Refuge de l'Hôtel-Dieu), les églises qui leur permettent d'utiliser leurs espaces pour opérer, les centres de santé et de services sociaux qui contribuent à leur administration, ainsi que les gouvernements municipal et provincial. Ces deux poursuites allèguent que la simple présence des refuges et la disponibilité de leurs services attirent les sans-abri, qui sont injustement accusés de causer des nuisances de voisinage. Les réparations demandées comprennent la fermeture des refuges en question, le paiement de dommages-intérêts aux plaignants par les défendeurs et l'émission d'une injonction permanente ordonnant l'examen forcé et l'institutionnalisation des sans-abri vivant à Milton-Parc et souffrant de problèmes de santé mentale.

Depuis lors, des actions collectives similaires risquent de se produire dans le Quartier chinois, ce qui nous semble extrêmement préoccupant.

Il va sans dire que ces nouvelles nous semblent extrêmement préoccupantes. Tout d'abord, si ces demandes sont acceptées par les tribunaux, la jurisprudence qui en résultera risquerait de criminaliser davantage l'existence même des personnes en situation d'itinérance et de les pousser encore plus loin aux marges de la société. En outre, la mentalité carcérale qui sous-tend l'utilisation des recours juridiques pour criminaliser les membres les plus vulnérables de notre communauté vise à imposer un jeu à somme nulle entre le sentiment de sécurité urbaine et le bien-être des personnes en situation d'itinérance. En outre, les recours réclamés par ces procès s'inscrivent dans une logique de profilage racial et social et risquent d'entraîner une augmentation des brutalités policières à l'encontre des personnes marginalisées. Enfin, la fermeture des centres d'hébergement concernés signifierait la fin de services déjà peu accessibles aux personnes en situation d'itinérance, les enfermant dans un cercle vicieux de précarité sociale et de persécution par l'Etat.

PARTIE III

Quartier chinois de Montréal: la sécurité pour qui ?

Les résident.es et les organismes du Quartier chinois sont depuis longtemps confrontés aux conséquences de pratiques policières agressives qui semblent donner la priorité aux intérêts immobiliers et au développement plutôt qu'au bien-être de la communauté. Les interventions policières ont inclus des actes de vandalisme et des entrées forcées dans les maisons de chambres sans justification adéquate, violant ainsi les droits des résident.es vulnérables. De même, les forces de l'ordre se sont souvent rendues complices d'expulsions illégales, ciblant de

manière disproportionnée les locataires à faibles revenus et déstabilisant encore davantage le paysage du logement abordable.

Dans les secteurs situés à l'ouest et au nord de la rue Clark, les incidents de violence et de négligence soulignent l'absence troublante de mécanismes de recours adéquats pour les personnes affectées. Au lieu de s'attaquer aux causes profondes, la ville s'est contentée d'une approche limitée et réactionnaire, impliquant soit un renforcement du maintien de l'ordre, soit des "travailleurs en médiation" sous contrat qui patrouillent dans les quartiers sans avoir l'autorité, les ressources ou la vision à long terme nécessaires pour s'attaquer à la crise sous-jacente du logement.

PARTIE IV

Leçons du Quartier chinois

La gestion malheureuse d'une ressource temporaire à l'intérieur du Complexe Guy Favreau de 2021 à 2023 nous a appris d'importantes leçons. Le 31 décembre 2019, le YMCA a fermé ses portes et peu après la déclaration de l'urgence COVID-19 en mars 2020, cet espace vide a été utilisé comme refuge temporaire en pleine pandémie mondiale et pendant que des mesures d'urgence étaient déclarées. Il a d'abord été loué par du PAQ pour ses participant.es ayant des enjeux d'addiction et, après le départ du PAQ, la ville a loué l'espace comme refuge temporaire. En pleine pandémie, il n'y a pas eu de consultations. Pour ajouter à la frustration des résident.es hébergé.es, le refuge géré par la Ville fonctionnait selon des horaires restreints, ce qui signifie que les usager.es du refuge étaient rejetés à la rue en dehors des heures d'ouverture. Lorsque les résident.es logé.es se sont plaints aux gestionnaires de nuisances et de comportements indésirables dans l'espace public, la réponse a été que les opérateurs du refuge n'étaient responsables que de ce qui se passait à l'intérieur du refuge.

Malheureusement, au moment où la ville a créé l'Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (EMMIS) comme solution, les résident.es en avaient déjà assez et il a été facile pour une organisation extérieure, le CRARR, de mobiliser les résident.es logé.es pour exiger avec succès la fermeture du centre d'hébergement en novembre 2023.

Malgré les tensions dans le Quartier chinois, il existe d'excellents exemples d'initiatives de cohabitation réussie par la communauté. La construction d'un jardin autochtone-asiatique (le Kahéhtaien Lumb Garden) près du PAQ a permis de réunir résident.es logé.es et non logé.es autour d'activités de jardinage, contribuant ainsi à favoriser la compréhension interculturelle entre ces deux groupes de résident.es.

Le Service à la famille chinoise de Grand Montréal a mis en œuvre un programme d'activation du parc Sun Yat Sen financé par la ville de Montréal, qui a connu un franc succès. Non seulement le flux constant de visiteurs a diminué la conflictualité dans la rue Clark, mais les visiteurs et les résidents aînés ont joué avec plaisir au ping-pong avec les résidents non logés, en particulier de la Mission Old Brewery. Les barrières de langue, d'âge, de culture, de statut social et de race disparaissent lorsque les gens jouent ensemble. La Table de concertation du Faubourg St-Laurent est intervenue avec du financement pour prolonger le programme de

cohabitation par le ping-pong de quelques semaines lorsque le financement de la Ville a pris fin, mais de nombreux usagers ont demandé à ce que le programme soit prolongé tout au long de l'année.

L'absence d'une stratégie cohérente et globale met en évidence une incapacité plus générale à envisager des solutions significatives et durables. Une approche véritablement équitable irait au-delà des interventions temporaires pour s'attaquer aux problèmes systémiques qui sont à l'origine de l'insécurité du logement, des déplacements et des tensions communautaires dans le quartier chinois.

PARTIE V

Recommandations

Bien que le champ d'application de la présente consultation sur l'itinérance et la cohabitation sociale donne la priorité aux conditions de réussite de la cohabitation sociale lors de la création de refuges temporaires, nous pensons que les refuges ne sont que des installations de stockage temporaire pour les personnes sans domicile et qu'en réalité, ils ne font rien pour s'attaquer aux causes de l'itinérance. Par conséquent, nous aimerions profiter de cette occasion pour présenter des solutions durables, ainsi que des solutions provisoires en attendant l'application de solutions à long terme.

Accessibilité des ressources existantes

i) EMMIS

Actuellement, la solution EMMIS de la Ville n'est pas accessible aux nombreuses parties prenantes du Quartier chinois en raison des barrières linguistiques. Étant donné qu'il y a aussi des personnes d'origine asiatique qui se trouvent en situation d'itinérance dans le Quartier chinois, nous nous interrogeons sur la capacité d'EMMIS à intervenir de manière adéquate lorsqu'il y a des barrières de communication. Ceci s'ajoute à d'autres problèmes soulignés par les chercheurs, par exemple l'incapacité des patrouilles mixtes à gagner la confiance des personnes en situation d'itinérance ou marginalisées parce qu'elles semblent parfois défendre simultanément les intérêts des commerçants, des résidents logés ou de la police. Les patrouilles peuvent être perçues comme une extension de la répression, avec une incapacité à fournir des solutions à long terme (voir [RAPSIM: Rapport sur les escapades mixtes](#)). D'après notre expérience, les organismes communautaires locaux tels que Spectre de rue, le Native Friendship Centre et la Mission Old Brewery ont pris le temps de comprendre les besoins spécifiques de la communauté du Quartier chinois et ont des antécédents de partenariat fructueux avec les organismes du Quartier chinois. Notre première recommandation est **d'augmenter le financement des partenaires qui travaillent déjà avec nous** pour effectuer le travail de médiation sociale nécessaire dans le Quartier chinois.

Cependant, comme les deux options existent actuellement, nous recommandons qu'un financement adéquat soit accordé pour garantir que les patrouilles de médiation et de gestion,

aussi bien municipales que communautaires, aient la capacité de fonctionner à plein temps, selon les critères suivants :

- a) Les services doivent être accessibles sur le plan linguistique et culturel ;
- b) Qu'une approche centrée sur la réduction des méfaits soit adoptée ;
- c) Les professionnels doivent être en mesure de travailler sans conflits d'intérêts afin de défendre au mieux les intérêts des personnes bénéficiant de leurs services.

ii) Élargir les mandats des refuges

Ensuite, à partir de l'expérience du centre d'hébergement anciennement situé dans le complexe Guy-Favreau, nous considérons que tout logement temporaire ou transitoire **doit offrir des services à l'intérieur et à l'extérieur de l'établissement**. Les voisin.es logé.es doivent pouvoir entrer dans un centre d'hébergement pour signaler à la direction qu'un.e de leurs résident.es a besoin d'aide et, inversement, un.e résident.e du centre d'hébergement ayant besoin d'aide doit pouvoir recevoir un soutien approprié s'il se trouve à proximité du centre d'hébergement, sans avoir besoin de se trouver à l'intérieur. Cela contribuera largement à atténuer les conflits immédiats entre les résident.es logé.es et non logé.es.

Un besoin urgent d'options de logement transitoire dignes, non carcérales et hors du système des refuges pendant l'hiver

Alors que l'hiver bat son plein et que des personnes meurent littéralement dans les rues, nous lançons un appel urgent en faveur d'un programme de type "[Project RoomKey](#)", qui peut **rapidement placer des personnes non logées dans des hôtels ou des logements vacants**. Cette intervention doit être lancée immédiatement afin d'éviter d'autres pertes de vie dues au froid. Nous proposons de mettre en place un **comité d'utilisateurs** robuste, composé de personnes qui bénéficient réellement de ces services afin de s'assurer que les règles du programme ne soient pas indûment restrictives ou dégradantes. En permettant aux personnes ayant une expérience vécue de participer à façonner des politiques qui les concernent et qui concernent leur communauté, la Ville peut éviter de transformer les logements d'urgence en **environnements punitifs ou carcéraux**.

En fin de compte, un tel modèle de réponse rapide peut servir de mesure palliative pendant que Montréal s'attaque à la pénurie structurelle plus large de logements abordables.

Étendre le logement abordable grâce à des engagements concrets

L'augmentation du nombre de logements abordables dans le Quartier chinois et les quartiers avoisinants est un élément crucial de la lutte contre l'itinérance et les déplacements. Nous préconisons la construction de nouveaux projets de logements sociaux, en particulier à **l'intérieur ou à proximité** des limites du Quartier chinois, y compris à l'hyper-centre de la ville, en veillant à ce qu'un pourcentage déterminé de ces unités reste accessible aux personnes à faible revenu, aux personnes âgées et aux nouveaux arrivants. Par exemple, le long de la rue Clark - ou de tout autre terrain municipal destiné à un réaménagement - la Ville devrait clairement indiquer **le nombre d'unités** qui seront construites, **la part** qui sera consacrée aux unités à bas prix ou hors marché, et le **calendrier** qui sera suivi pour concrétiser ces chiffres.

La Ville de Montréal devrait également entamer le processus de conversion des terrains ou des stationnement vides situés dans le Quartier chinois ou à proximité en logements abordables multi-étages.

Le parc actuel de logements abordables dans le Quartier chinois est composé surtout de **maisons de chambres**, qui sont vitales pour les personnes aux revenus très limités. Toutefois, les plaintes concernant l'insalubrité ou la détérioration des bâtiments, ainsi que le harcèlement signalé des locataires par certains propriétaires, soulignent la nécessité d'une application plus stricte et plus proactive des codes du logement. En associant de **nouvelles constructions ciblées** à une **application plus stricte des codes** par le biais d'un portail numérique 311 et d'une ligne téléphonique multilingue pour les locataires intégrée au numéro 311 existant, la Ville peut stabiliser les communautés qui risquent d'être déplacées et contribuer à garantir que le Quartier chinois conserve son rôle historique de havre de paix pour les résident.es vulnérables.

Portail numérique 311 avec ligne téléphonique d'urgence multilingue pour les locataires afin de renforcer les protections des locataires

Tout d'abord, nous recommandons un effort concerté pour renforcer les protections des locataires, en reconnaissant que les résident.es de longue date du Quartier chinois - dont beaucoup sont des adultes plus âgés, des travailleurs à faible revenu ou des nouveaux arrivants - sont particulièrement vulnérables au déplacement. Bien qu'il existe des lois sur le logement, il est souvent difficile de les appliquer lorsque les locataires sont confrontés à des barrières linguistiques, à des ressources financières limitées ou à un manque de familiarité avec les procédures juridiques. En conséquence, les locataires peuvent se retrouver sans protection contre les expulsions illégales, les hausses soudaines de loyer et d'autres formes de harcèlement

En outre, la ville devrait **augmenter le nombre d'inspecteurs du logement** et lancer un portail de plainte multilingue en ligne, semblable à celui de la la Ville de [New York 311](#)—où les résidents peuvent rapidement et confidentiellement signaler des conditions de vie insalubres, des violations du code de la construction, des conversions illégales ou des cas de harcèlement de la part des propriétaires. En créant une plateforme en ligne centralisée et traçable, les locataires pourraient suivre l'évolution de leurs plaintes, tandis que les inspecteurs et les agences municipales auraient une vision plus claire des points névralgiques et des tendances émergentes.

S'inspirant du modèle de la ville de New York, ce portail garantirait la transparence et la responsabilité en attribuant à chaque plainte un numéro de suivi unique, de sorte que les locataires puissent suivre l'évolution des inspections et des mesures d'application entièrement en ligne.

Le système 311 devrait également intégrer une ligne téléphonique multilingue pour les locataires, dotée d'opérateurs bien formés qui peuvent répondre aux questions sur les droits au logement, enregistrer les plaintes et envoyer des inspecteurs si nécessaire. En associant une plateforme numérique à des opérateurs de ligne téléphonique compétents sur le plan culturel,

Montréal comblerait les lacunes en matière d'application de la loi, qui exposent les locataires vulnérables et les nouveaux arrivants à l'exploitation et au risque de devenir sans-abri.

Construire des espaces inclusifs et mettre fin au harcèlement

i) Interdire les dissuasions sonores inhumaines et adopter des places assises universelles

Nous condamnons fermement l'utilisation de bruits inhumains à haute fréquence ou de musique forte et répétitive - comme ce qui est actuellement déployé au Complexe Desjardins - comme moyen d'éloigner les personnes perçues comme des flâneurs. Cette pratique constitue une forme de harcèlement sonore qui porte atteinte aux droits humains fondamentaux et cible de manière disproportionnée les personnes déjà vulnérables.

La Ville devrait adopter un règlement interdisant le harcèlement sonore dans les espaces accessibles au public, y compris les bâtiments et les entreprises.

Au lieu d'utiliser le son de manière malveillante et d'installer une architecture hostile, Montréal devrait adopter **une vision de places assises universelles** : des bancs et des chaises en abondance dans les espaces publics afin que personne ne se sente jamais malvenu ou contraint à la compétition pour une place où se reposer. Lorsqu'il y a une **abondance de places assises**, tout le monde - des personnes âgées aux familles en passant par les touristes et les voisins non logés - peut coexister dans le confort. Des espaces publics animés avec des spectacles, des œuvres d'art communautaires et des places assises spacieuses favoriseraient non seulement le sentiment d'appartenance, mais amélioreraient également la réputation de Montréal en tant que ville de classe mondiale championne en aménagement urbain inclusif.

ii) Mettre en place un « Réseau de salles de bains sécuritaires »

Nous demandons également la mise en place d'**une stratégie globale pour les salles de bain publiques - la création d'un « réseau de salles de bain sécuritaires »** à travers Montréal pour répondre aux besoins de base des personnes non logées, des résidents, des travailleurs et des visiteurs. Trop souvent, le manque d'installations propres et accessibles peut mener à des confrontations stigmatisantes et à des enjeux de santé publique.

La Ville doit identifier des **lieux sécuritaires et dignes** pour installer de nouvelles toilettes publiques ou désigner les toilettes existantes dans des bâtiments privés ou publics comme des « toilettes sécuritaires ». Cela nécessiterait des partenariats avec des entités publiques ou privées - telles que le complexe Guy-Favreau - qui peuvent fournir des infrastructures existantes. Il est essentiel que tout partenaire privé acceptant d'ouvrir ses toilettes s'assure que le personnel de sécurité reçoive une **formation en médiation sociale** afin de respecter les droits des personnes en situation d'itinérance ou présentant d'autres vulnérabilités.

Conseils de solidarité de quartier : construire des relations de voisinage entre voisin.es logé.es et non logé.es

Dans les quartiers clés où les conflits avec les résident.es non logé.es sont nombreux, la Ville pourrait créer et financer des conseils de solidarité de quartier (CSQ) qui financeraient et formeraient les résident.es pour qu'ils jouent un rôle actif pour agir face à l'itinérance et gérer l'espace public dans une perspective de solidarité. Ces conseils, dirigés par des résident.es, pourraient mener des projets d'animation des espaces publics, nouer des relations avec la population locale non logée et collaborer avec des associations externes et des partenaires municipaux sur des initiatives de réduction des méfaits.

Contrairement aux organisations à but non lucratif qui fonctionnent souvent avec peu de participation de la communauté et avec une présence à court terme sans durabilité, les CSQ garantiraient que les solutions soient ancrées dans les connaissances locales et soutenues par ceux qui vivent dans le quartier - au-delà, cela renforcerait la compréhension et la solidarité entre voisin.es, entre les personnes qui sont logées et celles qui ne le sont pas.

En donnant aux résident.es les moyens de diriger et de participer directement à la construction de la cohabitation dans les quartiers, les comités de quartier favoriseraient la confiance, réduiraient la polarisation entre les « NIMBY » et les « YIMBY » et créeraient un soutien durable au niveau du quartier en faveur de solutions inclusives.

Lutte contre la haine et l'intolérance

Depuis le début des années 2000, la Commission des droits de la personne du Québec a fait un excellent travail pour [documenter](#) et dénoncer le phénomène du profilage social et de la criminalisation des personnes non logées. Aujourd'hui, face à la montée de l'intolérance et à la normalisation de la haine à l'égard des personnes non logées et marginalisées, il est urgent de rappeler au public le droit de chacun.e à la dignité et à l'égalité, ainsi que l'universalité de nos droits sociaux et économiques.

Le financement devrait être maintenu pour permettre aux organisations du Quartier chinois de poursuivre leurs activités sociales qui rassemblent tous les différents secteurs des communautés du Quartier chinois. Le succès du collectif Kahéhtaien Lumb Garden ainsi que la popularité du programme de ping-pong du Service à la famille chinoise du Grand Montréal ont prouvé leur réussite dans l'établissement de relations entre les communautés logées et non-logées du Quartier chinois. Ces programmes méritent d'être financés en permanence pour contribuer à éliminer la discrimination et les tensions sociales.

Urbanisme stratégique

Enfin, comme nous l'avons vu avec la réhabilitation réussie de la rue Clark, où un nouveau propriétaire privé a assumé ses responsabilités pour offrir un environnement de vie sécuritaire pour ses locataires, conjointement avec une initiative de la Ville d'activer la place Sun Yat-Sen,

ces efforts ont finalement permis de favoriser un environnement plus sûr et une meilleure cohabitation sociale. Dans les années 2022 et 2023, le SPVM a enregistré des centaines d'appels de plaintes pour insécurité, vandalisme, attaques physiques et pour d'autres actes criminels sur la rue Clark. En 2024, le nouveau propriétaire de l'immeuble le plus dangereux a pris action pour empêcher les trafiquants de drogue de résider dans cet immeuble et de l'utiliser comme un lieu de trafic et de consommation de drogues. L'amélioration de l'accès sécuritaire à l'immeuble a permis d'assurer un lieu de vie plus sécuritaire pour les locataires vulnérables qui demeurent encore là. La même année, l'activation de la place Sun Yat Sen par la Ville de Montréal, par le financement d'activités quotidiennes en continu comme des parties de ping-pong, des activités de calligraphie et de peinture, et des performances culturelles ont permis à la présence et le mouvement constants de résident.es, autant logé.es et non logé.es, de visiteur.ses et de touristes de l'international ont contribué à transformer le paysage de rue, d'un lieu laissé à l'abandon et l'insécurité vers un lieu d'animation vivante et de rassemblement social.

Nous nous attendons à ce que l'achat de trois bâtiments vacants sur la rue Clark par la Ville de Montréal pour la construction de logement social permettra aux communautés du Quartier chinois de jouer une part, petite mais importante, pour faire du logement une solution clé pour les besoins du quartier. Une stratégie finale visant à aider les propriétaires immobiliers et commerçant.es à activer les bâtiments fermés du côté est de la rue est nécessaire pour consolider la vision d'une rue Clark qui redevient un lieu d'activités communautaires, de loisirs et de cohabitation sociale pour une population diversifiée.

CONCLUSION

Le Quartier chinois est à l'épicentre de l'insécurité du logement, de l'itinérance et des tensions sociales croissantes – des problèmes qui ne peuvent plus être ignorés ou abordés avec des demi-mesures. La Ville doit aller au-delà des gestes performatifs et prendre des mesures audacieuses et décisives pour instaurer la confiance, favoriser la solidarité et démanteler les échecs systémiques qui ont laissé pour compte les résident.es vulnérables.

En donnant le pouvoir aux résident.es par le biais des conseils de solidarité de quartier, en finançant adéquatement la mobilisation communautaire et les initiatives communautaires pour bâtir des amitiés entre différents secteurs, en améliorant le service 311 pour permettre aux locataires de déposer et de suivre des plaintes en matière de logement et en prenant des engagements concrets pour développer des logements abordables permanents, Montréal peut affronter directement les causes profondes du déplacement des populations et des conflits sociaux. Il ne s'agit pas seulement d'options de politiques publiques : ce sont des impératifs moraux. Une communauté ne peut pas prospérer lorsque ses membres les plus vulnérables souffrent à la large.

L'heure du courage politique est venue. L'avenir du Quartier chinois dépend de la capacité des gouvernements à investir réellement dans la lutte contre les causes profondes de

l'itinérance. Moins que cela serait une trahison envers les gens qui ont trouvé en ce quartier leur maison.

Respectueusement produit par:

May Chiu
Coordinatrice
Table ronde du Quartier chinois de Montréal
coordination@trqcm.org

SUBMISSION TO OPCM ON HOMELESSNESS AND SOCIAL COHABITATION
BY MONTREAL'S CHINATOWN ROUND TABLE
February 26, 2025

PREAMBLE

The Montreal Chinatown Round Table recognizes that Chinatown is situated on unceded territory called Tiohtià:ke by the Kanien'kéha and Mooniyang by the Anishinaabeg, and historically, it was a meeting place for many Indigenous nations. We recognize our historic debt towards Indigenous peoples and support all efforts to decolonize our relationship.

PART I

Our History

The creation of the Montreal Chinatown Round Table (RT) in 2022 is the culmination of a long struggle to preserve Chinatown, with the most recent mobilization beginning in 2018. Its demands and struggle are still carried by the community and remain in constant evolution.

In 2019, faced with uncontrolled development and the rapid and intensive gentrification of Chinatown, the Progressive Chinese of Quebec, an anti-racism group, petitioned the City of Montréal to hold a public consultation so that an official development plan could be drawn up for Chinatown. The Chinatown Working Group (CWG) was created to mobilize members of the Asian community and experts in various fields. These consultations led to the adoption by the City of Montréal of the 2021-2026 Action Plan for the Development of Chinatown. The action plan proposes the creation of a multi-sector table (orientation 4), to consolidate the collaboration and concerted actions of the neighborhood's residents, users, merchants and socio-community players, which led to the establishment of RT. JIA Foundation was also founded by the members of the CWG with a mandate to foster Chinatown's cultural heritage.

Mission of the Montreal Chinatown Round Table

The Montreal Chinatown Round Table endeavours to improve the quality of life and environment, through the recognition and enhancement of all components of the cultural and heritage landscape of Montreal's Chinatown. It ensures that the voices of individuals and community, economic, cultural and associative players are heard, amplified and taken into consideration, with a view to developing Chinatown on a human and inclusive scale.

Who We Are

Our board is a multi-sectoral representation of the diverse stakeholders and needs of Chinatown:

	Postes	Board Member
	THEMES	
1	Environnement	Leslie Cheung (Kahétaien Lumb Garden)
2	Culture	Amy Ma
3	Sport and leisure	Pak Kai Wong (Progressive Chinese of Québec)
4	Housing Rights and Urban Planning	Samuel Vanzin (Comité de logement de Ville Marie)
5	Youth	Yuyuan (Robert) Chen (Chinatown Youth)
	SECTORS	
6	Community organizations	Émilie Roberge (Spectre de rue)
7	Citizens	Walter Tom
8	Residents	vacant
9	Interest groups	Jimmy Chan (Chan Family Association)
10	Family associations and clans- 1st seat	Jason Lee (Lee Family Association)
11	Family associations and clans-2nd seat	Victor Hum (Hum Family Association)
12	Economic- 1st seat	Sissi Liu Lou (Chinese Chamber of Commerce)
13	Economic-2nd seat	vacant
14	Chinese Family Services of Greater Montreal	Pauline Wong
15	JIA Foundation	Sandy Yep

Numerous residents, especially Chinese seniors, are members or beneficiaries of the Chinatown Round Table. Our members also include workers in Chinatown, and people whose parents and families reside in Chinatown.

PART II

Chinatown Context

Chinatown, historically known as a place of ‘vices’ due to its proximity to the Red Light district, gambling facilities, bars and cabarets, has always been a place of gathering for marginalised people. Within its proximity are located a number of social resources supporting vulnerable populations (e.g., Femmes de rue, Old Brewery Mission, and Ma Chambre). Chinatown also includes an Indigenous shelter, the Projets Autochtones du Québec, and inside the Complexe Guy-Favreau is the Immigration and Refugee Board. As a result, the profile of the unhoused population in Chinatown is largely BIPOC (Black, Indigenous, and people of colour), including asylum seekers.

Chinatown also hosts a large number of rooming houses where sometimes, the line between living on the street and in a room is blurred. One rooming house had been called by the community a ‘crack house’ as the previous owner deliberately neglected the building to a state of gross degeneration in order to force tenants to leave without going through any legal process.

A number of bars that have opened in Chinatown have led to complaints of noise and vandalism by property owners. Although drug consumption in Chinatown is also practised by bar patrons and sold by some condo owners or tenants, these effects of consumption may be disproportionately blamed on the unhoused and marginalised because of class differences and visibility.

Current Crises: Housing, Opioids, Mental Health, Poverty, and Underfunding of Social Services

Chinatown finds itself at the epicenter of a profound and intersecting set of crises, where housing insecurity, public health emergencies, and the impacts of climate change expose the brutal failings of systems meant to provide care and stability. These crises leave many individuals without the familial or social support networks that could have offered stability, compounding their vulnerability.

In May, 2022, the Chinatown Round Table organized the first Public Assembly on Security and Homelessness. The objective was not only to listen to the voices of residents and business owners but to find long term, sustainable solutions. Here are some of the lessons that our panelists have taught us:

- Homelessness is not simply about the absence of housing; it is about the failure of systems that should protect people from ever being in such a position. For Indigenous peoples, **colonial legacies** and the systems that perpetuate them have destroyed community and family ties through policies like residential schools, the Sixties Scoop, and ongoing child welfare interventions. These injustices have created intergenerational trauma, severing the networks that could have provided stability in times of crisis.

- **Family rejection**, particularly for LGBTQ2S+ individuals, is another significant factor that drives people onto the streets. Studies show that rejection due to sexual orientation or gender identity leaves a disproportionate number of queer youth and adults, particularly those who are racialized and immigrant, without support, and too often, homeless. Similarly, those navigating **mental health** or **substance use stigma** face systemic barriers that make it nearly impossible to access employment, housing, healthcare and social services with dignity. These barriers reflect deep-seated failures of societal systems, where stigma, underfunding, and a lack of accessible care force individuals to navigate insurmountable challenges alone.
- It is crucial to acknowledge that the **absence of permanent housing** is the most glaring and undeniable aspect of this crisis. Without long-term, stable housing solutions, no amount of temporary shelter, outreach, or mediation can offer real, transformative change. Solutions that fail to address the need for permanent housing are not solutions at all—they are window dressing, offering the illusion of action while leaving people stuck in an endless cycle of shelters, sweeps, and precarity.

The crisis in Chinatown—and across Montréal—is the direct result of decades of **neoliberal policies** that have prioritized austerity and market-driven solutions over human well-being. The systematic underfunding (and outsourcing) of social programs, combined with the commodification of housing, has dismantled critical support systems that once ensured community care. By framing housing as a speculative asset rather than a fundamental human right, these policies have created a society where the most vulnerable are abandoned. It is imperative to reject this approach and reinvest in public housing, community-led support networks, and a social safety net that puts people first. **Permanent social housing must be the foundation of any meaningful solution**, and without it, all other efforts are merely attempts to manage the public perception, rather than actually resolve the crisis.

Major Movements in North American Chinatowns: NIMBY vs. YIMBYism

Across North America, two contrasting movements have shaped the future of Chinatowns: **NIMBYism** ("Not In My Backyard") and **YIMBYism** ("Yes In My Backyard"). **NIMBYism**, often rooted in the fears of property owners and business owners about losing property values, manifests as resistance to change under the guise of preserving a neighbourhood's social character and cultural identity. While these concerns may initially stem from a desire to protect the unique character of Chinatowns, they can inadvertently exclude vulnerable populations and oppose solutions like affordable housing.

In contrast, **YIMBYism** represents a forward-thinking, inclusive approach that champions affordable housing, culturally appropriate social services, and community-driven development. These initiatives center equity and belonging, ensuring that Chinatowns remain accessible and vibrant for all.

Montreal's Chinatown finds itself at a critical juncture, standing at the crossroads of these movements. To create a city of vision, we **call on the City to demonstrate political courage**, recognizing that real solutions require leadership and prioritize equity. While affordable housing

policies may face initial resistance, history has shown that **sustainable, inclusive solutions**—those that address homelessness and displacement at their roots—ultimately benefit everyone. When communities stop relying on punitive measures like sweeps that merely shuffle unhoused people from one block to another, homeowners, business owners, and residents alike come to appreciate policies that foster stability and well-being.

Building a city of vision demands moving past fear and embracing equity as the foundation for progress. Montreal has the opportunity to lead by example, learning from the challenges faced by other cities and crafting policies that ensure Chinatown remains a vibrant, inclusive, and thriving neighborhood for generations to come.

On June 12, 2024, two applications for class action lawsuit authorization were filed at the Superior Court of Montreal on behalf of residents of the Milton-Parc district. These applications claimed damages against several shelters for people experiencing homelessness (including Open Door, Mission Bon Accueil, Old Brewery Mission, Refuge de l'Hôtel-Dieu), the churches allowing them to use their spaces to operate, the health and social services centers contributing to their administration, as well as the municipal and provincial governments. These two lawsuits allege that the mere presence of the shelters and the availability of their services attract homeless people, who are unfairly accused of causing neighbourhood nuisance. The requested remedies include the closure of the shelters in question, the payment of damages to the plaintiffs by the defendants, and the issuance of a permanent injunction ordering the forced examination and institutionalization of homeless people living at Milton-Parc with mental health problems.

Since then, similar class action lawsuits risk occurring in Chinatown, which we find extremely concerning.

Needless to say, we find this news extremely concerning. First, if these claims are granted by the courts, the resulting jurisprudence has the potential to further criminalize the very existence of people experiencing homelessness and push them further to the margins of society. Furthermore, the carceral mentality that underlies the use of legal remedies to criminalize our most vulnerable community members aims to impose a zero-sum equation between perceptions of urban security and the well-being of people experiencing homelessness. In addition, the remedies claimed by these lawsuits are rooted in racial and social profiling, and risk leading to increased police brutality against marginalized individuals. Finally, the closure of the shelters in question will mean the end of services that are already poorly accessible to people experiencing homelessness, locking them into a vicious circle of social precarity and persecution by the State.

PART III

Montreal's Chinatown: Security for Whom?

Chinatown residents and organizations have long faced the consequences of aggressive policing practices that appear to prioritize property and development interests over the

well-being of the community. **Police interventions have included vandalism and forcible entries into rooming houses without adequate justification**, violating the rights of vulnerable residents. Similarly, law enforcement has frequently been complicit in **illegal evictions**, disproportionately targeting low-income tenants and further destabilizing the housing landscape.

In the areas west and north of Clark Street, **incidents of violence and neglect** underscore a troubling absence of adequate recourse mechanisms for those affected. Instead of addressing root causes, the City has relied on a limited and reactionary approach, involving either increased policing or contracted "mediation workers" who patrol neighborhoods without the authority, resources, or long-term vision to tackle the underlying housing crisis.

PART IV

Lessons from Chinatown

The unfortunate management of a temporary resource inside the Guy Favreau from 2021 - 2023 taught us important lessons. On December 31, 2019, the YMCA shut its doors and shortly after the COVID-19 emergency was declared in March 2020, this empty space was used as a temporary shelter in the midst of a global pandemic and while emergency measures were declared. It was first rented by the PAQ for its participants with addiction issues and after PAQ moved out, the city rented the space as a temporary shelter. In the midst of an on-going pandemic, consultations were not done. Adding to the frustration of housed residents, the city-run shelter operated on restricted hours, meaning that the users of the shelter were thrown into the streets outside operating hours. When the housed residents complained to the managers about nuisance and unwanted behaviour in the public space, the response was that the shelter operators were only responsible for what occurred inside the shelter. Unfortunately by the time the city created Équipe mobile de médiation et d'intervention sociale (EMMIS) as a solution, the residents were fed up and it was easy for an outside organization to mobilise the housed residents to successfully demand the closing of the shelter by November 2023.

Despite the tensions in Chinatown, there have been great examples of successful cohabitation initiatives by the community. The construction of an Indigenous-Asian garden (Kahéhtaien Lumb Garden) near the PAQ has helped to bring together housed and unhoused residents in gardening activities, therefore helping to foster intercultural understanding between these two groups of residents.

The Chinese Family Services of Greater Montreal operated a hugely successful program to activate Sun Yat Sen Park funded by the city of Montreal. Not only did the constant stream of visitors diminish the use of Clark street as a site of conflict but visitors and senior residents happily played ping pong with unhoused residents, especially those from the Old Brewery Mission. Language, age, cultural, social status and racial barriers disappeared when people played together. The Table de concertation du Faubourg St. Laurent stepped in with some funding to extend the ping pong cohabitation program for a few more weeks when the city's funding ended the program, but many users asked that the program be extended throughout the year.

The lack of a coherent and comprehensive strategy highlights a broader failure to envision meaningful, sustainable solutions. A truly equitable approach would move beyond temporary interventions to address the systemic issues driving housing insecurity, displacement, and community tensions in Chinatown.

PART V

Recommendations

Although the scope of the present consultation on homelessness and social cohabitation prioritizes the conditions of success for social cohabitation when creating temporary shelters, we believe that shelters are only temporary storage facilities for unhoused people and in fact, do nothing to address the causes of homelessness. Therefore, we would like to take this opportunity to outline sustainable solutions, as well as interim ones pending the application of long term solutions.

Accessibility of Existing Resources

i) EMMIS

Currently, the City's EMMIS solution is not accessible to the numerous Chinatown stakeholders due to language barriers. Given that there are people of Asian origin experiencing homelessness as well in Chinatown, we question the ability of EMMIS to intervene adequately when there are communication barriers. This is on top of other problems that researchers have pointed out, for example, the inability of mixed patrols to gain the trust of unhoused or marginalised people because they sometimes appear to simultaneously defend the interests of merchants, housed residents or the police, the patrols may be seen as an extension of repression, and their inability to provide long-term solutions (see [RAPSIM: Rapport sur les escapades mixtes](#)). In our experience, local community organizations such as Spectre de rue, the Native Friendship Centre, and Old Brewery Mission have taken the time to understand the specific needs of the Chinatown community and have a history of successful partnership with Chinatown organizations. Our first recommendation is to **increase funding to the partners already working with us** to do the necessary social mediation work in Chinatown.

However, as currently both options exist, we recommend that adequate funding be given to ensure that both city and community mediation/crisis patrols have the capacity to operate full time, under the following criteria:

- a) The services must be linguistically and culturally accessible;
- b) That a harms reduction approach be adopted; and
- c) The professionals are able to work without being in any conflict of interests in order to fully advocate for the best interest of the people benefiting from their services.

ii) Expand mandates of shelters

Next, from the lessons of the shelter formerly located inside the Guy-Favreau Complex, we consider that any temporary or transitional housing must offer **services inside and outside of the establishment**. Housed neighbours should be able to enter a shelter to notify the management that one of their residents is in need of help and, conversely, a shelter resident in need of help should be able to receive appropriate support if they are near, though not inside, the shelter. This will largely help to ease the immediate conflicts between housed and unhoused residents.

Urgent Need for Dignified Transitional Housing Options during Winter that are non-carceral and outside the shelter system

With winter upon us and people literally dying on the streets, we urgently call for a “[Project RoomKey](#)”-style program that can **rapidly place unhoused individuals into hotels or vacant units**. This intervention must be launched immediately to prevent further loss of life from cold weather exposure. We propose establishing a robust **user committee** composed of actual users of these services, ensuring that program rules are not unduly restrictive or demeaning. By allowing those with lived experience to help shape policy that affect themselves and their community, the City can avoid turning emergency housing into **punitive or carceral environments**.

Ultimately, such a rapid-response model can serve as a stopgap measure while Montréal tackles the larger structural shortage of affordable housing.

Expand Affordable Housing with Concrete Commitments

A crucial element in addressing homelessness and displacement is the **expansion of affordable housing** in Chinatown and nearby districts. We advocate for the construction of new social housing projects, specifically **within or near Chinatown’s boundaries**, including the downtown core, ensuring that a designated percentage of these units remain accessible to low-income individuals, seniors, and newcomers. For example, along Clark Street—or any municipal land slated for redevelopment—the City should clearly outline **how many units** will be constructed, **what portion** will be dedicated to below- or off-market units, and **what timelines** will be followed to bring these numbers to life.

The City of Montreal should also begin the process to convert empty lots or parking lots in or near Chinatown to multi-floor affordable housing.

Current affordable housing stock in Chinatown often consists of **rooming houses**, which are vital for individuals on very limited incomes. However, complaints about unsanitary or deteriorating building conditions, coupled with reports of tenant harassment by certain landlords, underscore the need for stricter and more proactive enforcement of housing codes. By pairing **targeted new construction** with **stronger code enforcement** via a digital 311 portal and a multilingual tenant hotline integrated into the existing 311 number, the City can stabilize communities that are at risk of displacement and help ensure that Chinatown retains its historic role as a safe haven for vulnerable residents.

Digital 311 Portal with a Multilingual Tenant Emergency Hotline to Strengthen Tenant Protections

First, we recommend a concerted effort to **strengthen tenant protections**, recognizing that Chinatown's long-time residents—many of whom are older adults, low-income workers, or newcomers—are particularly vulnerable to displacement. While housing laws do exist, they are often difficult to enforce when tenants face language barriers, limited financial resources, or a lack of familiarity with legal processes. As a result, tenants can find themselves unprotected against illegal evictions, sudden rent hikes, and other forms of harassment

Moreover, the City should **increase the number of housing inspectors** and launch an **online multilingual complaint portal**—similar to [New York City's 311 system](#)—where residents can quickly and confidentially report unsanitary living conditions, building code violations, illegal conversions, or landlord harassment. By creating a centralized and **trackable** online platform, tenants would be able to follow the progress of their complaints, while inspectors and city agencies would gain a clearer picture of problem hotspots and emerging trends.

Building upon New York City's model, this portal would ensure transparency and accountability by assigning each complaint a unique tracking number, so tenants can follow the progress of inspections and enforcement actions entirely online.

The 311 system should also incorporate a **multilingual tenant hotline**, staffed with well-trained operators who can answer questions on housing rights, log complaints, and send inspectors if needed. By coupling a **digital platform** with **culturally competent** hotline operators, Montréal would close the enforcement gap that leaves vulnerable tenants and newcomers exposed to exploitation and potential homelessness.

Building Inclusive Spaces and Ending Harassment

i) Banning Inhumane Sound Deterrents and Embracing Universal Seating

We strongly condemn the use of **inhumane high-frequency noise or loud, repetitive music**—such as what is currently deployed at Complexe Desjardins—as a means of driving away people perceived to be loitering. This practice constitutes a form of **sonic harassment** that infringes upon basic human rights and disproportionately targets those who are already vulnerable.

The City should pass a bylaw to ban the use of sonic harassment in publicly-accessible spaces, including buildings and businesses.

Instead of weaponizing sound and installing hostile architecture, Montréal should embrace a **vision of universal seating**: plentiful benches and chairs across public spaces so that no person ever feels unwelcome or forced into competition for a place to rest. When there is an **abundance of seating**, everyone—from seniors and families to tourists and unhoused neighbors—can coexist comfortably. Animated public spaces with

live performances, community art, and spacious seating areas would not only foster a sense of belonging but also enhance Montréal's reputation as a world-class city that champions inclusive urban design.

ii) Implement a “Safe Bathroom Network”.

We also call for a **comprehensive public bathroom strategy — Creating a “Safe Bathroom Network”** across Montréal to address the basic personal care needs of unhoused individuals, residents, workers and visitors alike. Too often, the lack of clean, accessible facilities can lead to stigmatizing confrontations and public health concerns.

The City should identify **safe and dignified locations** for installing new public restrooms, or designating existing ones in private or public buildings as “safe bathrooms.” This would require partnerships with public or private entities—such as the Guy-Favreau complex—that can provide existing infrastructure. Crucially, any private partners agreeing to open their restrooms must ensure security personnel receive **mediation training** to respect the rights of people experiencing homelessness or other vulnerabilities.

Neighbourhood Solidarity Councils: Neighbour-Level Relationship Building between Housed and Unhoused Neighbours

In key neighbourhoods where there is a high level of conflicts with unhoused residents, the City could establish and fund **Neighbourhood Solidarity Councils (NSCs)** which would fund and train residents to take an active role in addressing homelessness and public space management from the perspective of solidarity. These resident-led councils could lead projects that animate public spaces, build relationships with the local unhoused population, and collaborate with external non-profits and municipal partners on harm-reduction initiatives.

Unlike nonprofits that often operate with little community input and short-term presence with no consistency, NSCs would ensure that solutions are rooted in local knowledge and sustained by those who actually live in the neighborhood — most importantly, it would build understanding and solidarity at a neighbour-to-neighbour level between those who are housed and unhoused.

By empowering residents to lead and participate directly in building neighbourhood cohabitation, NSCs would foster trust, reduce polarization between NIMBYs and YIMBYs, and create lasting neighbourhood-level support for inclusive solutions.

Fighting against hate and intolerance

Since the early 2000s, the Québec Human Rights Commission has done excellent work [documenting](#) and exposing the phenomenon of social profiling and criminalisation of unhoused people. Today, with the increasing intolerance and normalisation of hate towards unhoused and marginalised people, it is urgent that the work to remind the public of everyone's right to dignity and equality, as well as the universality of our social and economic rights.

Funding should be continued to enable Chinatown organizations to continue social activities that bring together all different sectors of Chinatown communities. The success of the Kahéhtaien Lumb Garden collective as well as the popular ping pong program of the Chinese Family Services of Greater Montreal have proven their success in building relationships between Chinatown's housed and unhoused communities. These programs deserved to be funded continuously to help eradicate discrimination and social tensions.

Strategic Urban Planning

Finally, as we saw in the successful rehabilitation of historic Clark street where a new private owner who assumed his responsibilities to provide a safe living environment for his tenants together with an initiative of the City to activate Sun Yat Sen Park at last succeeded in helping to ensure a safer environment and better social cohabitation. In the years 2022-2023, the SPVM recorded hundreds of calls to complain about insecurity, vandalism, physical attacks, and other criminal acts on Clark street. In 2024, the new owner of the most dangerous building took action to prevent drug dealers from living and using the building as a place of sale and consumption of drugs. Improved secured access to the building provided a safer home for the remaining vulnerable tenants. In the same year, the activation of Sun Yat Sen Park by the city of Montreal by the financing of continuous daily activities such as ping pong, calligraphy and painting activities, and cultural performances ensured that a constant presence and movement by residents, both housed and unhoused, local visitors and international tourists all contributed to changing the streetscape from a place of abandonment and insecurity to one of lively animation and social gatherings.

We expect that the purchase of three vacant buildings on Clark street by the city of Montreal for the construction of social housing will enable the Chinatown communities to play a small but important part in providing housing as a key solution to Chinatown needs. A final strategy to help property and business owners to activate closed buildings on the east side of the street is necessary to consolidate the vision of Clark street as once again, a locus of community activities, leisure, and social cohabitation for a diverse population.

We would like to see these types of successful collaboration by private, public and community sectors throughout Chinatown in the city's next Action Plan for Chinatown Development.

CONCLUSION

Chinatown is at the epicenter of housing insecurity, homelessness, and deepening social tensions—issues that can no longer be ignored or addressed with half-measures. The City must move beyond performative gestures and take bold, decisive action to build trust, foster solidarity, and dismantle the systemic failures that have left vulnerable residents behind.

By empowering residents through Neighborhood Solidarity Councils, adequately funding community outreach and community initiatives to build friendship among different sectors,

enhancing the 311 service to enable tenants to file and track housing complaints, and making concrete commitments to develop permanent affordable housing, Montreal can directly confront the root causes of displacement and social conflict. These are not just policy options—they are moral imperatives. A community cannot thrive when its most vulnerable members are left to suffer on the margins.

The time for political courage is now. Chinatown's future depends on all levels of government to step up with real investments that attack the root causes of homelessness. Anything less is a betrayal of the people who call this neighborhood home.

Submitted By:

May Chiu
Coordinator
Montreal's Chinatown Round Table
coordination@trqcm.org